



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux septembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 16 septembre 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5

Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Eric LE FEVRE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 22 septembre 2025

M_DL250922_147

VIE ASSOCIATIVE ET DISPOSITIFS DE PREVENTION - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS, LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES OU CENTRE DE FORMATION, ASSOCIATIONS DU TERRITOIRE ET LES RESPONSABLES LEGAUX DES ELEVES POUR : « LA PERSEVERANCE EDUCATIVE, LES ALTERNATIVES A L'EXCLUSION SCOLAIRE ET LE SOUTIEN A LA PARENTALITE » ANNEE SCOLAIRE 2025-2026

Monsieur Jérôme DUBOST, Maire. Au sein des établissements scolaires (collèges et/ou lycée) et des centres de formation, une partie des actes commis par les élèves peuvent être sanctionnés par des mesures conservatoires, d'exclusion temporaire d'une durée de 8 jours maximum ou par une mesure d'exclusion définitive.

Se retrouvant très souvent à leur domicile ou dans l'espace public, une partie des élèves ne prend conscience que partiellement de la mesure de leur acte et peut être amené à récidiver.

Afin de prévenir ces ruptures de parcours et d'apporter une alternative aux établissements et aux familles, la Ville de Montivilliers, via le service Vie associative et dispositifs de prévention, propose un dispositif d'accueil et d'accompagnement en direction des collégiens, lycéens ou apprentis exclus temporairement et/ou définitivement.

Ce dernier a pour but de proposer une réponse éducative en alternative à la mesure conservatoire, l'exclusion temporaire et/ou définitive, et ainsi permettre à l'élève d'interroger sa posture et de s'engager dans un processus de remobilisation.

Ce dispositif s'appuie sur une approche individualisée qui a vocation à travailler avec l'élève sur :

- Son rapport à l'adulte et à l'autorité,
- Son rapport à soi : prendre conscience de ses qualités et difficultés,
- Son rapport à ses pairs : savoir-être et vivre ensemble .

Préalablement à la mise en œuvre de chaque mesure, un contrat d'engagement déterminera les modalités d'exécution de ladite convention et les engagements de chacun. Il est signé par la Ville de Montivilliers, le chef d'établissement, ou le centre de formation ou l'association partenaire volontaire, l'élève et son représentant légal.

Lors de la première matinée d'accueil, l'élève et son représentant légal sont reçus par le Service Vie associative et Dispositifs de prévention, afin de lui demander d'engager une réflexion quant au comportement adopté. L'élève est ensuite pris en charge par un service de la Ville de Montivilliers ou une association partenaire pour effectuer une mission d'intérêt général (ex. : action de solidarité ou entretien d'un espace public...). Un tuteur de mission est ainsi identifié pour encadrer l'élève avec en supervision l'appui du service Vie associative et dispositifs de prévention.

La convention type de partenariat entre la Ville de Montivilliers et les collèges / le lycée / le CFA, l'association partenaire volontaire, les responsables légaux dans le cadre de la Persévérance éducative, des alternatives à l'exclusion scolaire et du soutien à la parentalité, pour la réalisation des missions

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

d'intérêt général liées au dispositif d'alternatives à l'exclusion scolaire, est présentée en annexe avec le contrat d'engagement type et la fiche bilan.

La présente convention est établie jusqu'au 31 décembre 2027 en lien avec la date d'échéance de la Stratégie de Sécurité de Prévention de la Délinquance de Montivilliers et entrera en vigueur à la date de sa signature.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2121-29 ;
VU le Code de l'éducation, et notamment ses articles L.131-6 et suivants, L.114-1 et R.114-1 et suivants et R.511-13 ;
VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment son article L.141-2 ;
VU la Loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance ;
VU le Décret n° 2020-978 du 5 août 2020 relatif à l'obligation de formation des jeunes de seize à dix-huit ans ;
VU la Circulaire n°2011-111 du 1^{er} août 2011 relative à l'organisation des procédures disciplinaires dans les collèges, les lycées et les établissements régionaux d'enseignement adapté, mesures de prévention et alternatives aux sanctions.

CONSIDÉRANT

- L'importance du travail partenarial sur la persévérance éducative et plus particulièrement la prévention du décrochage scolaire et les alternatives à l'exclusion scolaire,
- L'intérêt pour la Ville de Montivilliers de pouvoir développer un partenariat avec l'Éducation Nationale pour le repérage précoce et l'accompagnement individuel et collectif des élèves en situation de décrochage scolaire,
- Les obligations faites au Maire sur le suivi des élèves de la commune en situation de décrochage scolaire,

Sa commission municipale n° 4, Vie Associative et sportive réunie le 12 septembre 2025, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'approuver** la convention type de partenariat entre la Ville de Montivilliers et les collèges / le lycée / le CFA / l'association partenaire volontaire et les responsables légaux dans le cadre de la Persévérance éducative, des alternatives à l'exclusion scolaire et du soutien à la parentalité, pour la réalisation des missions d'intérêt général liées au dispositif d'alternatives à l'exclusion scolaire ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer les conventions entre la Ville de Montivilliers et les collèges / le lycée / le CFA / l'association partenaire volontaire dans le cadre de la Persévérance éducative, des

alternatives à l'exclusion scolaire et du soutien à la parentalité, pour la réalisation des missions d'intérêt général liées au dispositif d'alternatives à l'exclusion scolaire.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

